

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

mars 1978
sommaire
Après les élections, le chômage. p.2
Sur l'abstentionisme..... p.3
"L'Étincelle" et les élections.. p.3
Les votes à l'étranger..... p.3
LO : des "solutions" à la crise.. p.4
Elections en Espagne..... p.4
Grèves aux USA et en RFA..... p.5
Afrique, Asie : une même guerre.. p.6
Chypre : la terreur impérialiste p.6
La guerre n'a pas de patrie..... p.6
Le "Bolchevik" et les élections. p.8
mensuel n°47
2ff 20FB/1,5FS/5OCTS CAN.

ET APRES ?

L'heure de vérité approche. Non pas qu'il faille attendre de l'après 19 mars des modifications fondamentales de la société en France. Depuis très longtemps, l'expérience a été faite que les parlements sont à peine des chambres d'enregistrement tout juste bonnes à légitimer des décisions qui se prennent ailleurs, au niveau des organes exécutifs de l'Etat. Quel que soit le résultat chiffré de ces élections, il ne saurait influencer de façon majeure sur les grandes orientations que le capital français s'apprête à mettre en place. Celles-ci sont depuis longtemps définies : il s'agit, comme Giscard l'avait annoncé dès le lendemain de son élection "d'élargir" ou "renouveler" la majorité vers la gauche. En clair, donner au parti socialiste une place majeure dans la conduite du jeu politique. Et ceci dans un triple but :

- se dégager encore plus en politique internationale des orientations gaullistes "d'indépendance nationale" et que la crise commande de remplacer par une meilleure intégration dans le bloc de tutelle américain;

- être mieux armé pour imposer, contre la résistance des secteurs les plus anachroniques de la société, les nécessaires mesures de capitalisme d'Etat que cette même crise impose de plus en plus;

- donner au gouvernement une coloration plus "sociale" mieux en mesure de faire accepter des masses ouvrières les mesures d'austérité croissantes.

Pour ce triple objectif, le PS est globalement le mieux placé. Certes, le PC a beaucoup plus d'influence sur les travailleurs, mais en même temps ses options en politique internationale sont intolérables pour le bloc américain, et même s'il avait accepté d'entrer au gouvernement, on ne lui aurait donné que quelques petites strapontins : c'est bien pour cela qu'il fait tout son possible pour justifier un refus d'une telle participation. Donc, les élections seront, et ceci quelle que soit la tactique adoptée par le PC au second tour, conformes aux besoins du capital français. Elles marqueront une forte avancée du PS qui deviendra le "premier parti de France". Que la gauche l'emporte ou non est en fait assez secondaire parce qu'en fin de compte la "nouvelle majorité" qui se mettra en place sera de toutes façons différente des alliances d'hier. Et si cette redistribution des cartes du jeu bourgeois n'intervient qu'à l'occasion des élections, c'est tout simplement qu'il ne fallait pas, par des "arrangements" prématurés, porter tort au mythe démocratique et aux mystifications que les partis de gauche avaient développées dans la classe ouvrière au point de la paralyser presque totalement. Pendant des années, de municipale en cantonale ou en présidentielle, on a consolé les travailleurs de plus en plus brutalement frappés par la crise, en dirigeant toutes leurs espérances vers mars 78. Nous y sommes. Ce mythe ne pourra plus servir et, déjà, le PC nous en prépare un autre : un "vrai programme commun", mais qui risque d'avoir moins de succès.

Demain, la crise sera encore pire, le chômage qu'on a essayé de masquer par toutes sortes de manipulations va s'abattre sur la classe avec encore plus de violence, l'austérité battra tous ses records passés, la bourgeoisie fera de plus en plus la démonstration qu'elle est incapable de gérer la société, se déchirant dans des crises politiques de plus en plus aiguës. Pour la classe ouvrière, il n'y a d'autre issue que de reprendre la lutte que toutes les illusions "de gauche" lui ont fait abandonner après 1988, de l'approfondir, la généraliser pour enfin détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise la société.

FRANCE

MOBILISATION ELECTORALE = DEMOBILISATION DU PROLETARIAT

• Rarement, le bourrage de crâne électoral n'a duré si longtemps et n'a été si intense. Par la presse, la radio, la télé, les affiches, les tracts, les partis politiques de la bourgeoisie matraquent sans relâche et avec une ampleur sans précédent la vieille et sinistre rengaine électorale : "VOTEZ et demain nous ferons en sorte que ça aille mieux".

Pourquoi ce battage prend-il aujourd'hui en France, comme d'ailleurs dans tous les pays "démocratiques" une telle ampleur ?

Parce qu'il est de plus en plus clair que le capitalisme, que ce soit sous sa forme occidentale ou sous celle plus étatisée des pays soi-disant "communistes", s'enfonce de plus en plus dans la crise mondiale ; une crise qui s'annonce plus profonde que toutes celles que le capitalisme a pu connaître ; une crise dont aucun parti n'ose décrire l'avenir, mais dont tout le monde ressent que l'issue peut être la même que pour les précédentes crises économiques de ce siècle : "L'AUSTERITE D'ABORD, LA GUERRE MONDIALE ENSUITE". La crise économique de 1913 trouva sa "solution" capitaliste dans les destructions de la guerre de 14-18. La crise des années 30 déboucha sur la barbarie de la deuxième guerre mondiale et ses 50 millions de morts. Les lois économiques et donc politiques qui régissent le monde sont restées les mêmes ; à moins de bouleverser ces règles de fond en comble, il n'y aura pas de miracle ; l'issue de cette crise sera la même que pour les précédentes : la guerre.

Face à une telle perspective, les préoccupations essentielles de tous les partis électoraux tournent toutes autour de la question : comment sauvegarder la rentabilité de l'exploitation capitaliste dans la concurrence de plus en plus impitoyable entre fractions du capital mondial et face aux menaces de "désordres sociaux" que la crise provoque.

ETHIOPIE - SOMALIE

LES ALIBIS DES GANGSTERS IMPERIALISTES

• Après une brève accalmie, la contre-offensive de l'armée éthiopienne vient de remettre le conflit de l'Ogaden à la une de tous les journaux. La corne de l'Afrique constitue aujourd'hui un des enjeux du conflit incessant qui oppose les deux impérialismes dominants par sous-impérialismes interposés.

Les conflits locaux, où chaque bloc essaie de grignoter l'autre, sont autant d'occasions pour les adversaires de tester leurs défenses et d'essayer leurs armements militaires et leurs propagandes idéologiques.

L'allié d'hier est l'ennemi d'aujourd'hui, et c'est dans l'Imbroglie le plus total que l'on voit l'Ethiopie aujourd'hui dans le bloc russe combattre avec des chars américains côtoyant des chars russes, et des avions migs côtoyant des avions Phantom, tandis que les Somaliens alignent, eux, des chars russes, français, anglais, etc. et des armements légers venant de tous les pays. Les différents fronts de libérations bénéficient quant à eux de ce que leur ont fourni leurs parrains respectifs et de ce qu'ils grappillent sur le

CE NE SONT PAS LES PROBLEMES DE LA CLASSE OUVRIERE QUI DIVISENT LES PARTIS ELECTORAUX, MAIS CEUX DE LA DEFENSE DU CAPITAL EN FRANCE.

Marchais demande "plus de nationalisations". Giscard et Chirac répondent qu'il y en a assez. Mitterrand en veut "un peu mais pas trop". Les gauchistes en réclament toujours plus. Leur problème est de savoir COMBIEN DE TRAVAILLEURS DEVRONT ETRE EXPLOITES DIRECTEMENT PAR L'ETAT.

Mais, pour les travailleurs, être exploités directement par l'Etat ou par

des "patrons privés", être réprimés par des flics "de droite" ou "de gauche", se faire étripier sur un champ de bataille au nom du "libéralisme occidental" ou au nom du "socialisme" ou autre indépendance nationale, ce sont des choix qui ne changent rien : on reste des exploités et de la chair fi canon dans des guerres entre exploités. Ce sont toujours les mêmes qui, bien qu'ils créent l'essentiel des richesses de la planète se retrouvent en Pologne comme en France, en Suède comme au Maghreb, en Chine comme en Equateur, chômeurs ou soumis à une intensification ininterrompue de l'exploitation.

(suite page 5)

GREVE DES P.T.T. UN EXEMPLE DE LUTTE... DEVOYEE

• Depuis un certain temps, les services publics et nationalisés subissent les attaques de plus en plus sérieuses de la bourgeoisie, attaques qu'elle est amenée à effectuer face à l'accentuation de la crise ; et ce n'est pas un hasard si, dernièrement, des grèves ont éclaté dans les hôpitaux, fi la Sécurité Sociale, à la SNCF et aux PTT. L'Etat montre l'exemple et est le premier dans la prise des mesures d'austérité nécessaires pour renforcer la compétitivité du capital national français. Il se montre ainsi le plus conscient et le plus énergique des capitalistes français.

De par leur combativité et leurs conditions de travail, les postiers se sont révélés être parmi les premiers à répondre à la dégradation de leur situation. Outre leurs salaires de misère, et l'expression n'est pas folklorique, ils ont subi de plus en plus les

rigueurs d'une administration économe. Comme fi Michelin, des horaires de plus en plus pénibles sont installés : par exemple, certains embauchent fi 4 heures du matin et d'autres à 22 heures, etc.

De plus, les effectifs sont nettement insuffisants et le courrier doit quand même passer... d'où l'augmentation des cadences, la diminution des pauses, des chefs plus autoritaires et surtout une mise au pas des plus combatifs ce qui signifie une répression accrue : "La Grande Famille Postale" n'est plus qu'une plaisanterie amère. En fait, la situation ne fait qu'empirer et c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la situation tendue qui existe aux PTT.

Situation d'autant plus tendue que la rupture du Programme Commun fi porté un coup à l'illusion sur les apports

(suite page 2)

ce de 1793, "elle aussi en proie à des convulsions internes et encerclée par des puissances étrangères hostiles".

Nous ne reviendrons pas sur l'aspect risible de ces comparaisons où un vulgaire coup d'Etat militaire est habillé du nom de "révolution" parce qu'il sympathise avec le bloc russe où se fait le champion de la défense des "pays progressistes" contre les "visées de l'Impérialisme", thème classique de la propagande stalinienne. Le schéma est simple : un coup d'Etat militaire favorable aux intérêts impérialistes russes est "révolutionnaire", "progressiste", "socialiste", par la magie des mots. Dans le cas contraire, c'est un putsch de "droite", "réactionnaire", "fasciste", etc.. Naguère, lorsque l'URSS voyait son intérêt dans le soutien de la Somalie et des fronts de libération somalis ou érythréens, ceux-ci étaient "socialistes", "révolutionnaires", etc. aujourd'hui, parce que l'impérialisme change son fusil d'épaule, c'est l'inverse et les anciens "fronts de libération progressistes" sont autant de "soutiens de l'Impérialisme américain"

(suite page 5)

MOBILISATION ELECTORALE = DEMOBILISATION OUVRIERE

(suite de la page 1)

Faire passer la pilule

Le résultat des élections lui-même ne servira qu'à permettre à la bourgeoisie de savoir lesquels de ses politiciens pourraient éventuellement faire passer le mieux la pilule amère des sacrifices qu'exige la défense du capital national.

C'est ainsi que Mitterrand offre ses services en déclarant sans détour : "La crise existe, il faudra la payer... Nous serons plus à Taise pour demander des sacrifices aux travailleurs au nom de la justice".

C'est ainsi que Séguéy, qui reproche aujourd'hui, pour des raisons électorales au PS de vouloir gérer l'austérité, s'apprête à faire demain comme Lama, son homologue de la CGT italienne, "proposer aux travailleurs une politique de sacrifices -des sacrifices substantiels et non marginaux" : "Nous avons suffisamment d'autorité pour garantir à un gouvernement de gauche qui respectera ses engagements, l'économie de la plupart des conflits sociaux. En y mettant le prix, un gouvernement de gauche pourra avoir en nous mieux que des alliés : des partenaires" (Séguéy, à l'"Expansion", février 1978).

Quel que soit le gouvernement formé au lendemain de ces élections, qu'il soit de droite, de centre ou de gauche, il demandera aux travailleurs, tout comme le gouvernement actuel, tout com-

me tous les gouvernements du monde, plus de sacrifices au nom de la sauvegarde de "l'économie nationale", plus "d'austérité", au nom de la "défense de la patrie en danger".

LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE, ENCORE MOINS D'ECONOMIE NATIONALE A DEFENDRE. LES CHAINES PATRIOTIQUES QUI LES RATTACHENT A LEURS PATRONS ET LES SEPARANT DES PROLETAIRES DES AUTRES PAYS NE SONT PAS LEUR PATRIMOINE MAIS CELUI DES EXPLOITEURS !

Les élections, un instrument pour le maintien de l'ordre capitaliste

C'est à un jeu truqué d'avance que la bourgeoisie appelle à participer les ouvriers. Une mascarade où non seulement les choix sont viciés dès le dé-

part, mais où les ouvriers NE PARTICIPENT PAS COMME CLASSE, COMME FORCE UNIE, mais comme une somme d'individus impuissants, isolés les uns des autres, dans le secret de l'isolement des dimanches électoraux, sous l'oeil vigilant de tous les prétendants et représentants de l'appareil d'Etat qui les gouverne.

Tant que les ouvriers garderont l'illusion du bulletin de vote, tant que la classe ouvrière n'aura pas perdu la crainte du bond qui la jettera en dehors de la légalité du jeu "démocratique" bourgeois, l'ordre capitaliste pourra poursuivre son cours sans qu'aucune force ne puisse l'en empêcher.

C'est pourquoi, face à la gravité de la situation, la bourgeoisie redouble les doses d'opium électoral et "démocratique". C'est pourquoi, chaque parti en même temps qu'il crie : "Votez pour moi" entonne avec tous les autres la leçon de civisme des exploités : "VOTEZ POUR N'IMPORTE QUI, MAIS VOTEZ !"

Après les élections, le chômage!

■ A l'occasion de sa chronique quotidienne à Europe 1, M. Roger Priouret, journaliste économiste, constatait que de graves difficultés sévissaient dans des secteurs tels que le papier-carton, les textiles et l'acier. Que, conséquemment, des mesures "d'assainissement" s'imposaient de manière urgente, et que, malheureusement, on ne pourrait sans doute pas attendre la fin des élections pour licencier.

Son discordant au milieu des voix des politiciens de droite ou gauche, tous luttant bec et ongles contre le chômage. Le champion en est d'ailleurs Raymond Barre : ses mesures auraient fait diminuer le chômage de moitié, d'après les dernières statistiques. Par exemple, n'y a-t-il pas eu création d'emplois temporaires dans l'administration : emplois de 2 mois (le temps de passer les élections). Le

PC a beau jeu de dénoncer ces statistiques truquées. Bref, tous font gorge chaude de cette bataille contre le chômage.

Et la déclaration de Priouret met en pièce cette esbrouffe en peu de mots. Il ne peut guère être accusé de faire le jeu de la droite ou de la gauche : il a un pied dans chacune d'elles et ne fait qu'exprimer avec une tranquille franchise ce que la bourgeoisie essaie de cacher en attendant d'avoir passé le cap des Législatives : à savoir, qu'il n'y a pas de trêve électorale pour la crise. Elections ou pas, la situation s'aggrave de jour en jour et, quelle que soit la majorité qui sortira des élections, elle ne pourra qu'appliquer les lois du capital, de ses crises de surproduction, dont une des conséquences est le chômage.

C.L.

La force

de la classe ouvrière mondiale

L'approfondissement de la crise économique et son extension à tous les pays sans exception créent les conditions pour que la classe ouvrière dans chaque pays et mondialement retrouve dans le combat contre l'aggravation de ses conditions d'existence sa force, son unité et la conscience qu'elle constitue la seule puissance capable de bouleverser de fond en comble l'édifice capitaliste mondial. Comme en 1848, comme en 1871 pendant l'insurrection de la Commune de Paris, comme en 1905 en Russie, comme pendant la vague révolutionnaire de 17 à 23 qui, de la Russie à l'Allemagne et de l'Italie jusqu'aux Etats-Unis ébranla le pouvoir du capital mondial, il ne reste aux prolétaires d'autre issue que de reprendre le combat révolutionnaire de leur classe. Après 40 ans de défaite ouvrière, depuis les grèves de 1968, les luttes des ouvriers italiens en 69 en dehors et contre les syndicats, celles des ouvriers polonais en 70 qui se sont soulevés dans tout le pays face à la hausse des prix, incendiant les locaux du "parti ouvrier" au pouvoir, celles des ouvriers des pays du Tiers-Monde dont l'affrontement des ouvriers tunisiens contre le parti socialiste gouvernemental n'est que la plus récente manifestation, le géant prolétarien que tous croyaient endormi à jamais montre qu'il retrouve sa combativité.

Face à la crise de l'économie capitaliste mondiale et à la perspective que la bourgeoisie ouvre aux travailleurs : l'austérité d'abord, la guerre mondiale ensuite, le choix pour les travailleurs n'est pas droite ou gauche, peu ou beaucoup de nationalisations, bloc américain ou "indépendance nationale". Soit le prolétariat se soumet aux impératifs des classes dominantes et à tout leur appareil politique, électoral et syndical, soit il s'attache à travers la lutte autonome contre les attaques du capital, à reconstituer sa force et son unité à l'échelle mondiale.

Tract distribué par
Révolution Internationale

GREVE DES P.T.T.

(suite de la page 1)

d'une victoire de la gauche est survenue la rupture du programme commun d'où une désorientation certaine et une grande incompréhension, incompréhension renforcée par le changement de langage du PC. Depuis quelques mois, celui-ci a abandonné le slogan de l'union du peuple de France et tend à s'affirmer comme le parti de la classe ouvrière. Et cette radicalisation de langage se répercute sur les syndicats, en particulier la CGT.

Quel ne fut pas l'étonnement des travailleurs lorsqu'à la suite de l'intervention des CRS à Créteil, la CGT et la CFDT appelèrent à la grève sans préavis alors que la veille ils avaient prévu une journée d'action pour cinq jours plus tard, le 9. Etonnement aussi, car à peine deux mois auparavant, alors que plusieurs grèves éclataient dans différents centres parisiens (PLM, Montparnasse, Austerlitz...), les syndicats s'étaient opposés à toute unification des luttes. Même parmi les militants, à la fois de la CGT et du PC, l'étonnement et l'incompréhension n'étaient pas rares ! Nombreuses furent les interventions contradictoires entre militants du PC, les uns pour la grève, les autres la refusant pour des motifs électoraux. En fait, le PC prépare son terrain pour après les élections, et il lui faut dès aujourd'hui renforcer son influence sur la classe ouvrière et prendre un langage ouvrier pour demain faire pression sur le PS.

Lorsque le 3 février au matin, la nouvelle de l'intervention des CRS se fit connaître, immédiatement et non sans rappeler la lutte de 74 longue de deux mois, la grève se répandit comme une traînée de poudre. Pourtant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la grève était mort-née. Et quatre jours plus tard, week-end compris, le travail reprenait presque partout.

Malgré la rapidité du mouvement, seulement 50% du personnel des grands centres de tri et des grands services avait débrayé le premier jour.

Pourtant, à lire la presse de gauche, la grève, en particulier à Créteil, fut un exemple. Quelle ne fut pas notre surprise de voir que le PCI dans "Le Prolétaire" n°260 rejoignait par son jugement les gauchistes !

Lutte exemplaire, disent-ils tous en chœur : les postiers de Créteil en riposte au renvoi d'un travailleur, continuèrent à travailler, sans se mettre en grève... et à faire travailler le vacataire licencié, celui-ci étant payé par ses camarades ! Est-ce cela une lutte exemplaire? Non. Et qu'on ne nous dise pas qu'il était impossible de faire autrement alors qu'au même moment, comme nous l'avons écrit plus haut, des situations identiques accompagnées d'arrêts de travail existaient dans plusieurs centres de tri. C'est par la grève et sa généralisation que les ouvriers auraient pu briser leur isolement.

Lutte exemplaire? "...cette forme de lutte, grève avec occupation, outre le fait qu'elle se place sur un terrain d'opposition frontale avec l'Etat..." ("Le Prolétaire" n°260). Oh, bien sûr, les occupants bloquent les portes à l'aide de chariots et de sacs de courrier, ce qui n'empêche pas les flics d'entrer. Par contre les gauchistes et les syndicats s'en réjouissent, en bloquant les portes ils s'enferment dans le centre. Ainsi prisonniers de leur occupation, ils laisseront, de leur propre aveu, les syndicats s'occuper de l'information et de l'extension de la grève aux autres centres. Résultat, la CGT et la CFDT appelèrent à une journée d'action pour le 9 février, soit 15 jours après le début de l'occupation ! Journées d'action que les PTT connaissent bien puisqu'ils en ont une régulièrement tous les mois ! Et sans doute la grève aurait pourri dans l'indifférence totale si le gouvernement (par calcul électoral?) n'avait envoyé les CRS.

S'opposer frontalement à l'Etat, c'est étendre la grève et la généraliser partout où cela est possible par des délégations massives, malgré et contre les syndicats qui sont opposés à ce genre d'action car ce sont les meilleurs gardiens de l'ordre capitaliste dans les usines. Ceux-ci s'empressèrent de substituer à la nécessaire généralisation de la grève, la "popularisation" dans Créteil.

Lutte exemplaire ont-ils tous affirmé? Popularisation ou extension, tel était le choix qui se posait aux travailleurs de Créteil. En suivant les syndicats qui leur imposèrent la "popu-

larisation", les travailleurs ne purent rompre avec leur attachement au "Service Public" et aux soi-disant spécificités des fonctionnaires, véritables prisons dont les gardiens sont les syndicats. Noyés sous la "solidarité" de la population et des municipalités de gauche, à aucun moment les ouvriers ne rompirent avec la pratique syndicale et ne rejoignirent le terrain de classe qui passe par la compréhension de leur appartenance à une classe qui a les mêmes intérêts partout où elle se trouve ! Au lieu de cela, ils restèrent dilués dans la population, et ne rompirent pas non plus avec leur corporatisme.

Lutte exemplaire paraît-il? Ayant encore en mémoire l'échec de la grève de 74 et la manière dont les syndicats leur firent reprendre le boulot, méfiants à l'égard de ceux-ci au vu de leur action des derniers mois contre les travailleurs, peu mobilisés en période électorale, élections qui jouent bien là leur véritable rôle, sans perspective avec la rupture de la gauche, et sans alternative révolutionnaire, les postiers suivirent peu la grève même dans les centres de tri parisiens, pourtant traditionnellement combatifs. Et ce n'est pas le tour du pâté de maisons au ministère le 6 février qui y changea quelque chose, bien au contraire.

C'est amers, déçus, divisés et impuissants que les grévistes reprirent le travail. A la suite de la grève de 74, l'administration des PTT avait accepté de supprimer les auxiliaires, qui faisaient le même travail que les titulaires mais étaient moins payés et n'avaient

pas le "statut de fonctionnaire"... Mais la création d'une autre catégorie de personnel, le vacataire, traduit la nécessité pour le capitalisme d'une manière générale aujourd'hui, d'avoir une classe ouvrière qu'on peut embaucher et remercer du jour au lendemain. Les vacataires, payés 1300 Frs pour 120 heures de travail, font passer la même quantité de courrier que les titulaires, mais en moins de temps. De plus, ils sont embauchés pour trois mois et renvoyés après... s'il n'y a plus de trafic. Pour chaque capital national face à la crise, il faut une main d'oeuvre plus souple et plus mobile comme le dit avec cynisme Barre. De plus, ce volant de chômage permet, car il s'agit bien là d'une masse de manœuvre, de faire pression et parfois de faire plier la classe ouvrière. Devant l'aggravation de la crise, l'Etat capitaliste doit prendre, et le peut grâce au décalage certain entre le niveau de la lutte de classe et la situation économique, des mesures plus draconiennes et en particulier dans le secteur étatisé dont la soumission lui est indispensable.

Ceux qui exaltent la lutte exemplaire des postiers de Créteil flattent en fait les faiblesses de la classe ouvrière, et contribuent ainsi à la mise en place de cette austérité. Un long et difficile chemin reste à parcourir à la classe ouvrière pour inverser le rapport de force. Pour les révolutionnaires, il ne s'agit pas de cacher ces faiblesses, mais bien de les critiquer, pour tirer les leçons qui fortifieront les luttes futures.

R.L.

"IL N'Y A PAS D'ETAT, MEME LE PLUS DEMOCRATIQUE, QUI N'AIT DANS SA CONSTITUTION QUELQUE FISSURE OU RESTRICTION FOURNISSANT A LA BOURGEOISIE LE MOYEN DE LANCER LA TROUPE CONTRE LES OUVRIERS, DE DECRETER L'ETAT DE SIEGE, ETC..." EN CAS DE PERTURBATION DE L'ORDRE" - ENTENDEZ : A LA MOINDRE TENTATIVE DE LA CLASSE EXPLOITEE POUR SECOUER SON ESCLAVAGE ET OBTENIR UNE SITUATION HUMAINE."

(LENINE "LA REV. PROLETARIENNE")

ABSTENTIONNISME: FORMULE DE CONFUSION

• "Elections, piège à cons", criaient en 68 ceux qui aujourd'hui nous appellent à voter. Ainsi, parlementarisme et abstentionnisme sont liés, cependant l'abstentionnisme soulève un certain nombre de questions.

Les élections sont, depuis la première guerre mondiale, le terrain exclusif de la bourgeoisie (cf. notre brochure; "Mobilisation électorale, démobilisation de la classe ouvrière").

C'est pourquoi appeler à l'abstention actuellement, c'est d'abord accorder beaucoup trop de valeur au jeu électoral.

Fraction Abstentionniste et Gauche italienne

La III^e Internationale aborde la question parlementaire en 1920 au cours de son 11^e Congrès. Déjà, certains partis et fractions de gauche avalent des positions définies à ce sujet. La majorité des éléments qui constituent le PC allemand en fin 18 sont anti-parlementaires, la fraction de gauche du PS italien se constitue sur ce problème à Rome en juillet 1919 et s'appelle "fraction abstentionniste".

La fraction pensait que cette non-participation aux élections était une affaire de tactique, mais cette tactique était si importante qu'elle déter-

minait l'existence d'une fraction en vue d'une scission. "Nous refusons d'admettre que la formule selon laquelle tout expédient tactique serait utile à nos fins, soit une expression fidèle du réalisme de Lénine. La tactique influe sur celui qui l'applique et 11 n'est pas vrai qu'un véritable communiste, mandaté par la véritable Internationale, puisse faire n'importe quoi sans risque de se tromper." (Bordiga, 1924, "La question parlementaire dans l'Internationale", p.20, Ed. Programme). Contrairement à ce que pense le PCI ("Programme Communiste"), cette tactique est bien près de ressembler à un principe. Cette argumentation sert, peut-être, à masquer la soumission du PC italien devant l'Internationale en faisant du "parlementarisme révolutionnaire" (1) de 1921 à 1926, puis à la "Libération" où le PC internationaliste présentera des candidats en Italie en 1945.

Si cette question était en débat parmi les révolutionnaires en 1920-24, elle est aujourd'hui tranchée par 50 années de contre-révolution. Fidèles à l'analyse tracée par le Manifeste de la III^e Internationale, nous tirons les conclusions du changement de période. En période de décadence du capitalisme, 11 n'est plus possible de faire du "parlementarisme révolutionnaire". Dès lors, cette question est devenue une question de principe.

Abstentionnisme:

formule de confusion

Les révolutionnaires savent que l'abstention d'une part ne réglera rien, et d'autre part que le terrain électoral est la négation absolue de la classe ouvrière : en effet, les ouvriers y sont isolés et mystifiés, enfermés dans l'isoloir.

Or, c'est collectivement, dans la lutte, que les prolétaires développent leur conscience de classe. C'est donc une utopie, sinon une imposture, que de lancer des mots d'ordre de "non participation aux élections". Ce genre de campagne tend à faire croire qu'on pourrait développer une quelconque conscience de classe par ce thème et que, s'il y avait beaucoup d'abstentions, cela aurait une signification importante et dénoterait une certaine prise de conscience. Au lieu de compter ses voix comme les gauchistes, serait-il possible de compter des "voix" abstentionnistes?

Laissons les ces nouveaux alchimistes disserter sur le sens des abstentions, laissons les faire de la science politique.

Il est évident que dans certains cas précis, les abstentions peuvent exprimer une certaine défiance à l'encontre des partis bourgeois, mais il est impossible de vouloir en tirer de plus larges conclusions.

La classe ne peut s'exprimer isolément. Le seul choix de classe, c'est la lutte à travers laquelle la classe s'affirme et acquiert sa conscience et son organisation.

Mais, aujourd'hui, les révolutionnaires ne peuvent pas, uniquement, se réclamer de l'abstentionnisme.

Les anarchistes sont anti-parlementaristes par rejet de la "politique" et cette position est une position MORALE qui ne découle d'aucune analyse sérieuse. Ainsi, la CNT en 1933 en Espagne avait préconisé l'abstention en masse : "la campagne intense continua pendant toute la période électorale et se termina par une colossale assemblée aux arènes de Barcelone..." (Peirats), participant ainsi pleinement à leur manière au tapage électoral de la bourgeoisie. Et son manque de prise de position nette au cours des élections de 1936 aboutit au soutien de fait des partis du Front Populaire. L'"Union des Travailleurs Libértaires" renoue avec cette tradition opportuniste, contre-révolutionnaire : cette organisation vient de conclure un accord avec "Combat Communiste" pour organiser une campagne de soutien à l'extrême-gauche du capital au premier tour des élections et appeler à s'abstenir au second tour.

Les gauchistes sont quelquefois abstentionnistes par tactique contingente. Les trotskystes en mai 68 étaient con-

tre les élections, aujourd'hui ce sont les champions "toutes catégories" de ce sport. Nos nouveaux stalinien, les principales organisations maoïstes, après avoir défendu l'abstentionnisme en 74, ont découvert, eux aussi, les vertus du parlementarisme et présentent plusieurs candidats. "Combat Communiste" n'a pas fini de nous étonner, en appelant à voter pour l'extrême-gauche au premier tour. Nous défions quiconque recherche une position claire à laquelle se rallier au deuxième tour, de trouver son compte dans la réponse apportée par ce groupe : "Il n'y a pas de principe formel qui interdit aux révolutionnaires d'accorder, dans certaines circonstances, leurs suffrages aux partis réformistes dans lesquels se reconnaissent la majorité des travailleurs". Devons nous comprendre qu'il convient d'accorder nos voix au PC et au PS? Non, la fin de l'article (N°33) nous recommande l'abstention...

Ces quelques exemples montrent combien le terrain de l'abstentionnisme peut donner, indirectement, une valeur au vote.

En période de lutte de classe

Toutefois, la non-participation aux élections ne veut pas dire indifférentisme. Les révolutionnaires ont une politique active, même vis-à-vis des événements imposés par la bourgeoisie.

C'est pourquoi, ils ne restent pas passifs, et ils indiquent le sens des grandes manœuvres de la bourgeoisie. La démocratie et les élections, sont et seront des armes utilisées. L'histoire est là pour nous indiquer comment celles-ci ont été maniées en France pendant la Commune, en Russie et en Allemagne à la suite de la première guerre mondiale, et en 68, encore, en France. En période de lutte, les révolutionnaires et la classe ouvrière devront s'affronter à toutes ces mystifications dressées par la bourgeoisie comme ils l'ont fait en 17 en Russie en dissolvant l'assemblée constituante "démocratiquement" élue.

En ce sens, nous avons pour principe de privilégier l'ACTION COLLECTIVE DE LA CLASSE ET LA DENONCIATION DE TOUTE ACTION INDIVIDUALISTE qui atomise toujours plus les travailleurs. Ainsi l'abstention qui consiste à dire "ne votez pas!" n'a rien à voir avec une action collective.

Face à l'isolement bourgeois du bulletin de vote par région ou nation, la riposte prolétarienne ne peut être que collective, unitaire et enfin internationale. La force du prolétariat ne réside pas dans un bulletin blanc ou nul ou dans l'abstention individuelle, sa force réside dans son organisation autonome en vue de la destruction de l'Etat et du capital.

M.R.

Note :

(1) Bordiga refusa en 1924 de se présenter aux élections.

LE PROLETARIAT DEVANT LA COMEDIE ELECTORALE

Le texte que nous publions ci-après est paru comme éditorial dans "l'Etincelle", journal dm la Gauche Communiste de France en mai 1946. Il exprime la continuité révolutionnaire dont nous réclavons,

A cette époque, la bourgeoisie française et ses partis promenaient la classe ouvrière d'élections législatives en référendums, de référendums en sénatoriales. Jamais il ne fut aussi clair que les élections avaient comte simple fonction de "détourner l'attention des masses affamées des causes de leurs misère", de "mieux ligoter les esclaves salariés".

Aujourd'hui, une fois de plus, le prolétariat se trouve soumis à la comédie électorale ; on l'invite à voter en le garant de promesses, quand les partis capitalistes l'invitent toujours plus à se serrer la ceinture.

Nos positions anti-parlementaires, anti-électorales, ne sont pas "tactiques". Le refus du terrain électoral, de la Gauche Communiste de France au CCI, est une position de principe commune à tous les révolutionnaires, pour qui le terrain électoral et terrain de la lutte de classe sont deux pôles absolument opposés, comme capital et travail.

Cependant, si la lutte de classe ne peut qu'amener une désertion du prolétariat de ce terrain bourgeois par excellence, cela ne signifie pas que les révolutionnaires doivent concrétiser leur refus actif, leur dénonciation des élections par une simple activité anti-électorale, d'agitation contre les élections (boycott, sabotage, etc.). Sur ce point, la conclusion de "l'Etincelle" reste une peu ambiguë.

La tâche des révolutionnaires n'est pas de situer leur activité par rapport au terrain piégé de la bourgeoisie, en ce sens, les révolutionnaires ne se définissent pas par rapport aux élections, mais les dénoncent et mettent en avant la nécessité de la lutte révolutionnaire.

• La bourgeoisie est incapable d'assurer le minimum vital indispensable à la population travailleuse. La situation alimentaire s'aggrave. La distribution des maigres rations de viande, matières grasses, vin, se fait avec des retards. C'est là une forme camouflée de leur diminution réelle. Dans plusieurs régions, les boulangeries sont fermées et la distribution du pain complètement suspendue. Les prix des marchandises qu'on trouve encore sur le marché augmentent légalement de jour en jour au point d'approcher les prix du marché noir. Les ouvriers ne peuvent même pas acheter leurs rations misérables.

Pour détourner l'attention des masses affamées des causes de leur misère, le capitalisme monte la scène de la comédie électorale et les amuse avec des référendums. Pour les divertir des crampes de leurs ventres affamés, on leur donne des bulletins de vote à digérer. A LA PLACE DU PAIN, ON LEUR JETTE DE LA "CONSTITUTION" A RONGER.

La mise en scène du guignol électoral est parfaite. Tous les partis participent. Le rôles sont ingénieusement répartis et chacun y joue le sien. On y trouve le méchant loup ("réaction") et le gentil Chaperon Rouge (la "gauche"). Le tout s'appelle la "IV^e République".

On voudrait faire participer la classe ouvrière à cet écoeurant spectacle où se démènent tous les pantins du capitalisme. On leur demanda, le plus sérieusement du monde, de choi-

sir entre la "démocratie républicaine" et la "réaction", d'émettre des "oui" ou des "non".

Farce misérable ! En quoi le BRISEUR DE GREVE Croizat est-il moins réactionnaire que tel autre ministre de MRP ? En quoi l'élection du président de la République par telle ou telle assemblée de représentants du capitalisme est-elle plus ou moins "réactionnaire" ?

Gouvernement provisoire, gouvernement stable, restent toujours gouvernements du capitalisme contre les ouvriers. LA IV^e REPUBLIQUE, COMME LA I I I, SERA TOUJOURS LA DICTATURE DU CAPITALISME CONTRE LE PROLETARIAT. La nouvelle constitution n'est qu'une nouvelle chaîne, destinée à mieux ligoter les esclaves salariés.

Les ouvriers n'ont pas à participer à la fabrication de leurs propres chaînes, mais à LES BRISER ! Au renforcement de l'Etat capitaliste, les ouvriers doivent répondre par leur volonté de sa DESTRUCTION.

A la campagne électorale qui est un moment de la consolidation de l'Etat, les prolétaires doivent répondre par LEUR ABSTENTION ACTIVE, PAR LA DENONCIATION DE SON VRAI CARACTERE DE CLASSE, PAR LE BOYCOTTAGE ET LE SABOTAGE, PAR LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE, DE LEUR ACTION DIRECTE DE MASSE. CONTRE LA SOCIETE CAPITALISTE DE FAMINE ET DE GUERRE, POUR LE SOCIALISME.

(citation de "L'Etincelle", Journal de la Gauche Communiste de France, mai 1946.)

FRANCE Le scandale démocratique

• A vue de nez, c'est l'heure électorale en France : une insoutenable odeur de pourriture parlementaire envahit la place publique. Truquages de chiffres officiels (chômage, inflation), malversations diverses, surenchères à la démagogie, joutes diffamatoires et attaques personnelles, aucun de ces délices frelatés de la démocratie ne fait cette fois encore défaut aux usages consacrés. Au milieu de cette mare d'infamie, le "Canard enchaîné", cet excellent alibi libertaire de la dictature bourgeoise, a jeté son pavé de scandale en révélant l'affaire des procurations de vote en blanc transmises du Gaben par la valise diplomatique. Mais, dans le système capitaliste dont la simple survivance est le SEUL vrai scandale, la manipulation des "scandales" par un clan de la bourgeoisie contre l'autre est tout juste la trace de la profonde décomposition qui marque la vie politique de la classe exploiteuse.

De droite ou de gauche, s'il y a un scandale électoral, il réside véritablement dans le suprême mensonge bourgeois qui veut faire passer pour un choix librement déterminé la continuité élue du régime d'exploitation des ouvriers.

L.O.: UNE "AUTRE" MANIERE DE GERER LA CRISE

•Face à la situation actuelle et à ses aspects économiques, chaque parti ou groupement politique offre sa "solution". La validité de celle-ci étant bien entendu un garant de la crédibilité de celui qui l'avance, et, donc, le meilleur moyen d'augmenter son audience si importante en ces temps d'élections pour tous ceux qui règlent les luttes et l'effolement d'un système par de simples additions d'épiciers. Lutte Ouvrière ne fait pas exception à la règle.

La première phase de la démarche est évidemment de se définir "contre" les autres, tant il est vrai qu'il est difficile que la "différence" soit autre chose qu'une simple volonté de démarcation. Aussi, récusant l'affirmation du PC qui se dit vouloir "fournir les moyens essentiels de sortir de la crise et non pas de la gérer". LO le rejette dans sa réalité politique qui est de suivre la voie "de la gestion responsable de l'Etat de la bourgeoisie"... et de la crise. Ce qui est juste. La frontière étant balisée, il est temps de cerner son territoire, d'avancer LA solution.

D'abord, lit-on, "il faut savoir ce que l'on veut". Et cette grande vérité réaffirmée, suit en quelques phrases la synthèse de la réflexion et du programme trotskyste :

"Il ne s'agit même pas de sortir de la crise. Personne, ni les capitalistes, ni les travailleurs, n'est en mesure de sortir l'économie capitaliste de la crise. Par contre, pour protéger les travailleurs contre les effets de la crise, pour faire en sorte que ce ne soient pas eux qui en paient les frais pendant que les bourgeois préservent leurs fortunes, il faut imposer un plan de production en fonction des besoins de la collectivité. Il faut planifier l'économie, afin qu'elle échappe à l'anarchie de la compétition et de la concurrence".

Voilà donc la clef de voute de la

logique de ce programme : supprimer l'anarchie en planifiant l'économie et en éliminant la concurrence, planifier la production, c'est à dire demander un fort contrôle de l'Etat et son intervention permanente. La Russie et les pays de l'Est/suivent ces pratiques et fonctionnent selon ce mode "idéal". La situation y est loin d'être enviable (voir la Revue Internationale n°12., "La crise dans les pays de l'Est).

Et même s'il pouvait exister une nation semblable à une entreprise planifiée à souhait, la concurrence, éliminée dans le cadre national, se présenterait au niveau international, ce pays bien "géré" ne pouvant éviter de s'y heurter au cours de ses échanges extérieurs, tant il est vrai que le capitalisme est un système mondial et qu'un seul pays ne peut s'y soustraire dépendant qu'il est de ses lois.

D'ailleurs, cette idée de planification de l'économie est très bien partagée, que ce soit par le PC, appuyant au maximum une évolution plus rapide vers le capitalisme d'Etat ou même par les gouvernements dits bourgeois qui, plus timorés, en restent dans leur volonté d'intervention à des "incitations", sans aller jusqu'au "radicalisme" de L.O. (leur histoire et les intérêts auxquels ils sont liés ne leur permettent pas), qui veut "imposer" et même, quelle audace, "exproprier"!

Mais, direz-vous, il y a plus. Il y a cette volonté de ne pas laisser les bourgeois "préservir leur fortune", de les contraindre à limiter leurs profits pour les besoins de la "collectivité". Rien d'autre ici que le mot d'ordre du PC : "faire payer les riches", c'est à dire répartir leurs biens, leurs profits, sur la tête de tout un chacun ce qui -paraît-il- permettrait de faire face à la baisse du niveau de vie. C'est l'idée classique du socialisme bourgeois, amplement dénoncée par le marxisme depuis le siècle dernier : conserver la structure capitaliste sans ses inégalités, et ce, par une

répartition égalitaire des richesses. Proudhon lui-même ne souhaitait pas mieux. C'est se faire une illusion sur le volume des richesses que consomment les capitalistes. Certes, certains d'entre eux sont très riches, mais ils sont peu nombreux. Ce qu'ils prélèvent sur la production sociale n'est pas la cause majeure de la misère des exploités, hélas... les lois mêmes du système induisent d'énormes dépenses improductives qui pèsent bien plus lourd que l'ensemble de la consommation des vilains capitalistes. Il serait bien plus avantageux de commencer par éliminer celles-ci, comme par exemple l'énorme coût de la production d'armements, ce qui voudrait dire que ces différents pays n'auraient plus besoin d'armes et donc qu'il n'y aurait plus de rivalités. Autre impossibilité, née du système lui-même, chacun devant réaffirmer sa puissance par confrontation et affrontement avec les autres.

Et quand bien même, en admettant, pour pousser plus loin la logique de L.O., qu'une nation puisse planifier son économie, répartir les biens entre tous, elle serait encore acculée à la nécessité d'un marché mondial. Pour maintenir son niveau de production, elle devrait rester compétitive face aux autres, et pour cela pratiquer les prix les plus bas. Comment y parvenir lorsque les coûts des machines et des matières premières échappent au contrôle national? Simplement en réduisant la seule part compressible des frais : les salaires, et donc le niveau de vie des ouvriers, tant il est vrai qu'aujourd'hui la meilleure gestion rationnelle d'un Etat c'est la meilleure exploitation de la classe ouvrière. Ce qui paraît loin des volontés de LO. Pourtant ce résultat ne serait que la conséquence de l'application réussie de leur politique d'imposer des mesures de sauvegarde minimum de la classe ouvrière et des intérêts de l'ensemble des travailleurs". Ce qui -et ceci est fondamental- impliquerait un rapport de force tel que les travail-

leurs pourraient imposer leur loi à l'Etat. Car il est évident que le contrôle ouvrier du capitalisme signifie l'existence d'un prolétariat plus fort que celui-ci. Mais alors pourquoi ne pas détruire ce système en crise et ne pas instaurer le communisme? la question de semble pas avoir effleuré l'âme trotskyste.

De nouveau, nous voici donc au point de départ. C'est le parfait cercle vicieux, s'il en existe !

Montons d'un degré encore dans la vacuité de ces propositions de solution. D'abord, rendons hommage à la lucidité de L.O. : "personne -écrivent-ils- n'est en mesure de sortir l'économie capitaliste de la crise". C'est vrai. Face à cela, ils n'offrent que de "préservir les travailleurs de ses conséquences". La réduction progressive des marchés s'accroîtra, la production diminuera ainsi que la part consentie aux travailleurs. Pendant ce temps, L.O. voudrait détourner la classe ouvrière de toute volonté de combattre les fondements du système qui la mène à sa perte, la distraire en maintenant l'illusion que des luttes momentanées, parcelaires, portant sur les effets, peuvent faire éviter la catastrophe économique globale.

L.O. n'est qu'un acolyte du capital, un serviteur qui ramasse les grains échappés à la moisson de ses aînés PC et PS.

L.O., d'autant plus "radicale" que "Rouge", son complice des jours passés, se met à la traîne de la gauche, dénonce ses modèles, tente de récupérer sous sa houlette les mouvements sociaux que les partis dits "ouvriers" sont incapables de contrôler, appelle à lutter pour vaincre, gérer l'économie... se laisser broyer par et pour le capital.

Un détail... Lutte Ouvrière se dit révolutionnaire.

Th.

ESPAGNE

NOUVELLES ELECTIONS : NOUVELLES TROMPERIES POUR LA CLASSE OUVRIERE

Dernier volet en date de la machinerie démocratique : les élections syndicales. Situation économique plus que catastrophique. Pour la classe ouvrière, aucune "rupture" entre le franquisme et la démocratie : chômage, plafonds salariaux, misère toujours. Si ! Une rupture : celle d'avoir laissé, momentanément, le cirque démocratique étouffer ses luttes de plus en plus dirigées contre l'Etat. La crise est mondiale, mais chaque bourgeoisie nationale essaie de faire rentrer sa classe ouvrière dans la défense du capital national. En Espagne, cette défense du capital national passe par une utilisation systématique de l'appareil d'Etat "démocratique" : il faut que les prolétaires oublient leurs luttes, sur leur terrain, luttes qui, en 1976, sont arrivées à un assez haut niveau de conscience et d'organisation. Depuis 1976, les syndicats y sont allés sans fards ; le franquisme n'était plus là pour brouiller leur jeu devant la classe. Ainsi, ils ont tout fait pour isoler les luttes à Roca-Radiateurs, quand ce n'était pas carrément discuter avec le pouvoir, laissant carte blanche à la répression comme pendant la grève du bâtiment à Léon en 1977. Il n'est pas étonnant pour les révolutionnaires que ce soit à Vitoria, où l'implantation syndicale "démocratique" est quasi-nulle que la classe est allée le plus loin en conscience et en organisation. Pour l'ordure cynique qu'est le stalinien Sertorius, du secrétariat des Commissions Ouvrières, les événements de Vitoria avaient démontré... l'immaturation de la classe ouvrière... locale et la faible implantation syndicale !

Par ailleurs, les élections syndicales ont été le terrain d'affrontements entre le PSOE et le PCE par centrale interposée (UGT et CO). A part le laminage des petites centrales "unitaires" des gauchistes, on peut constater la défaite relative de l'UGT et du PSOE. Le PCE, par contre, montre aux autres fractions du capi-

tal national que, malgré sa faiblesse électorale, c'est bien lui, à travers les CO, qui a la main forte sur la classe ouvrière.

Les CO ont à leur actif, entre autres, la liquidation de la vague de grèves entre janvier et mars 76 à Madrid et au Bajo-Llobregat. A l'époque, Camacho (sorti de prison pour la sale besogne), avait dénoncé comme "provocation" la grève du métro madrilène. A Madrid, au Bajo-Llobregat (Barcelone) et ailleurs, les CO ont laissé faire et s'essouffler les assemblées tandis que ses représentants discutaient et rassuraient les pouvoirs publics. Pour la classe ouvrière, ce fut une défaite sur toute la ligne. Janvier-mars 1976 deviendra une victoire quand on aura tiré clairement les raisons de la défaite.

La débâcle syndicale de l'UGT est celle du syndicat "à l'ancienne". Le propos des PSOE-UGT d'imposer aux ouvriers un syndicat "à l'allemande" hostile à tout ce qui puisse rappeler les assemblées "désorganisatrices de la production et de la véritable négociation" (secrétaire général UGT, S. Redondo). Les CO, dénaturant les assemblées, les vidant de tout contenu de classe, les transformant en minables caisses enregistreuses des décisions prises ailleurs, ont reconnu, en sourdine, l'assemblée comme la grande nouveauté du mouvement ouvrier "espagnol". La victoire des CO est la victoire de la mystification la plus récente, la plus fraîche, la victoire de la police syndicale la plus apte, la plus "proche" de la base, la plus "honnête". La défaite relative de l'UGT est celle du lourd syndicalisme social-démocrate mal adapté contre le niveau atteint par la lutte...

Le tract de nos camarades d'Accion Proletaria, lancé pendant les élections, que nous traduisons ici, met en lumière le rôle de ces comités d'entreprises qu'on élisait et des syndicats.

•Un fait nouveau vient changer le train-train quotidien d'exploitation, de fins de mois difficiles, de frustrations,... qui est notre lot de travailleurs. Il s'agit des élections syndicales.

La Patronale est la première à nous appeler à voter, afin d'avoir, comme le dit si bien Ferrer Salet, président de la CEOE -organisation patronale- "des interlocuteurs valables avec qui dialoguer positivement" ; le ministre du travail, Jimenez de Parga, a lui aussi recommandé aux ouvriers de voter massivement afin de "construire l'une des bases les plus solides d'un Etat démocratique : la démocratie industrielle". Bien sûr, les syndicats "organisent" les élections et, tels des hyènes, se disputent chacune de nos voix en parodiant au nom de l'indépendance, de la "combativité", à grands renforts de vantardises sur le "soutien à la classe ouvrière".

Mais que cachent tant de conseils paternalistes de la part des patrons, des syndicats, du gouvernement et, bien sûr, des partis politiques? En nous appelant à voter, quel est l'intérêt que défendent toutes ces forces qui constituent le CAPITALISME et son ETAT?

Après l'effondrement de la CNS franquiste, dû à son incapacité à contrôler les luttes ouvrières (celles des Asturies en 62, Vigo, Navarre, etc... en sont la preuve), le capital chercha une solution avec les "nouveaux syndicats" (CCOO, UGT, CNT) afin d'accomplir avec de nouvelles méthodes (discours ouvriéristes, "leaders combattifs", "démocratie") ce que le ramassis de flics et de mouchards du Syndicat Vertical ne parvient pas à faire : contrôler les ouvriers, nous mystifier et en finir avec nos luttes.

Pour renforcer le pouvoir de ces "nouveaux" syndicats, dont les brillantes méthodes n'ont cependant pas pu

leur empêcher de nombreux heurts avec les ouvriers en lutte (qu'on se souvienne de la grève du bâtiment de Léon, de Roca-radiateurs, des pêcheurs d'Almería, des éboueurs de Valladolid, d'Elche, ...), l'Etat capitaliste doit favoriser leur représentativité, en les faisant cautionner par des élections directes au sein des entreprises. Ainsi, "élus" dans les comités d'entreprise, les syndicats gagneront plus de force, plus de poids et le prestige nécessaire à leur tâche de gardiens de la paix sociale et de la surexploitation dans les usines.

En outre, dans la période actuelle de CRISE MONDIALE DU SYSTEME CAPITALISTE, la bourgeoisie ne peut se maintenir qu'en renforçant le contrôle de l'Etat sur la classe ouvrière, afin de nous faire produire toujours plus, d'exiger de nous toujours plus de sacrifices et de nous serrer toujours plus la ceinture.

Les comités d'entreprise qui vont être élus sont l'appareil fondamental qu'a l'Etat, pour contrôler directement TOUS les ouvriers qu'ils soient syndiqués ou non.

Mais alors que le syndicat vertical voulait nous imposer la politique du capital au moyen de la répression, de la menace et du mouchardage, les comités d'entreprise PRETENDENT NOUS LA FAIRE ACCEPTER au nom de la "défense de nos propres intérêts", par le biais des "leaders représentatifs", de la "démocratie ouvrière", etc, etc ...

Pourrons-nous défendre nos intérêts de classe au moyen des comités d'entreprise?

Les comités sont des organes de collaboration avec l'entreprise : ils contribueront à la productivité, aux plans de production, aux horaires, à l'échelle des salaires, aux cadences, à l'hygiène et à la sécurité, aux conventions col-

(suite page 6)

LE MYTHE DU PROLETARIAT INTEGRE

Grèves des mineurs aux USA, grèves des dockers en RFA, au coeur même du capitalisme mondial. Certes, ces grèves n'ont touché qu'une petite fraction des prolétariats américain et allemand ; certes, les syndicats ont brisé la grève, l'ont parfois déclenchée pour mieux l'achever.

Que les ouvriers affrontent avec détermination le capitalisme le plus puissant, le plus concentré, confirme la théorie révolutionnaire. C'est dans les centres vitaux du capitalisme mondial que surgiront les affrontements décisifs entre capital et prolétariat mondial.

Les prolétariats allemand et américain ne sont ni "intégrés", ni "vendus à leur impérialisme". Comme tout prolétariat de n'importe quelle nation capitaliste, ils

subissent la pression terrible de l'offensive capitaliste ; d'autant plus forte qu'ils se heurtent à un capital concentré à l'extrême ; d'autant plus insupportable que leur niveau de vie a considérablement baissé ces dernières années.

Les ouvriers du monde entier ne peuvent que suivre avec intérêt ces premiers symptômes d'une lutte de classe que la crise rendra toujours plus décidée et généralisée demain. Et cela malgré la faiblesse actuelle de la reprise prolétarienne à l'offensive capitaliste : ces luttes actuelles aux USA et en RFA, même isolées, se doivent aussi d'encourager les ouvriers de tous les pays à développer leur lutte de classe. Les leçons de cette lutte de classe ne sont ni allemandes, ni américaines, elles sont internationales.

USA

L'ENJEU DE LA GREVE DES MINEURS

• La grève du charbon la plus longue depuis 1946. 180 000 mineurs en grève pendant plus de 10 semaines. 2 morts, des dizaines de mineurs en prisons. Les ouvriers ne touchent plus leur salaire depuis décembre. Plus d'assurance maladie, plus de versements aux retraités.

La combativité des ouvriers pourrait étonner ceux qui ne connaissent pas les durs combats armés du prolétariat américain pendant les années 30. Ceux qui ont été élevés dans le mythe bourgeois de la disparition du prolétariat aux USA. Mais partout dans le monde capitaliste la crise frappe le secteur du charbon, et partout la classe ouvrière répond : de la grève des mineurs en Angleterre à l'explosion violente des mineurs en Roumanie, de la Lorraine aux Appalaches.

Bien que l'extraction du charbon aux USA n'ait cessé de croître depuis 1969, proportionnellement, les revenus des ouvriers ont baissé. De plus, l'assurance maladie et la retraite sont payées en fonction des normes de productivité. Voilà le "triomphe" de J.L. Lewis, héros des gauchistes, en 1946... tout se mesure à la quantité de sueur extir-

pée aux ouvriers ! Or, depuis juin 1977 cette caisse est supprimée pour 800,000 travailleurs... ce qui a provoqué des grèves sauvages violentes en juillet.

Mais la signification de la lutte actuelle dépasse le cadre d'un simple conflit contractuel. En effet, le nouveau contrat négocié par le UMW est un banc d'essai de l'attaque bourgeoise contre la classe ouvrière. Ce contrat interdit les grèves sauvages... les ouvriers qui y participeraient verraient leur salaire réduit et ces oéductions seraient transférées sur la caisse maladie !

Cette offensive contre les mineurs vise à rétablir le pouvoir du syndicat sur "ses troupes", un pouvoir que toute la bourgeoisie, patronat, Etat et syndicats réclame à corps et à cris. Depuis les beaux jours des syndicats industriels - C.I.O. -, en 1935-36, depuis l'époque de cette manoeuvre de Roosevelt et Lewis pour dévier la lutte de classe, les syndicats ont perdu énormément de leur capacité de mystification et de leur contrôle effectif.

Alors qu'aujourd'hui cette situation

devient dangereuse face à la crise, la vieille garde de Meany dans l'AFL-CIO empêche par son inertie la mise en place d'une mystification syndicale plus "démocratique", plus "jeune et dynamique", plus "à gauche". Mais l'Etat ne les attend pas. Le Labor Reform Act (une partie du programme de Carter) se discute déjà au Congrès. La syndicalisation serait facilitée et étendue à de larges secteurs de la classe (mesure présentée comme une conquête ouvrière) mais pour CELA LA GREVE SAUVAGE SERAIT INTERDITE PAR L'ETAT AINSI QUE TOUTE INTERVENTION DES OUVRIERS D'UNE USINE SUR UNE AUTRE USINE.

Les syndicats exercent déjà la répression : cet été le service d'ordre du UMW a tiré sur les ouvriers en grève sauvage dans le district 17 à West Virginia. Bien entendu l'appareil syndical a aussi ses petites "soupleses" : jusqu'à présent les responsables locaux refusent la convention collective. Ils savent qu'il faut encore prolonger l'épuisement des ouvriers avant d'espérer une acceptation de la base. Leurs protestations ont servi à canaliser la lutte "contre la direction nationale" et à éviter la mise en question des syndicats dans leur ensemble.

Les faiblesses de cette grève sont liées d'une part à l'isolement catégoriel des mineurs coupés du reste de leur

classe et d'autre part à la façon localiste et limitée dont se conçoivent les grèves sauvages. La vraie leçon des grèves sauvages, les mineurs ne la tirent pas jusqu'au bout. Aujourd'hui ils ont refusé le contrat une première fois, mais la grève pèse sur l'économie nationale et on prévoit une intervention de l'Etat.

Il faut être les mystificateurs éhontés de Lutte Ouvrière (11-02-78) pour écrire : "les compagnies ont dû finir par céder", "les ouvriers ont gagné", et il leur reste à ratifier l'accord que l'UMW va leur présenter" !

Les défaites présentées comme des "victoires" ! Une fois de plus, les gauchistes se montrent sous leur jour le plus cru : inviter les ouvriers à CEDER, à RATIFIER les accords passés entre les syndicats et le capital, calmer la douleur de la défaite par l'opium de leur phraséologie triomphaliste.

C'est souvent dans l'amertume de la défaite, dans la colère qu'elle suscite chez les prolétaires qui ne veulent pas des paroles de consolation mais résister de toutes leurs forces, de toute leur énergie, que se préparent les mouvements de demain. L'expérience de cette lutte combative des mineurs fera son chemin dans la conscience du prolétariat américain. Des leçons de la défaite surgiront de nouvelles forces de combat de la classe. j.A.

RFA

LA «RADICALISATION» DES SYNDICATS

• Quelques mois à peine après la campagne anti-terroriste, ont éclaté des grèves dans différents secteurs du prolétariat ouest-allemand, en particulier chez les dockers. Ainsi, la campagne minutieusement orchestrée par la social-démocratie pour intimider préventivement le prolétariat par un gigantesque déploiement de forces policières et militaires dans tout le pays a fait long feu. Aucune mesure d'intimidation de la classe capitaliste, si forte et organisée soit-elle, ne peut arrêter le mouvement même de la lutte de classe, quand la classe prolétarienne n'a pas encore affronté le capital dans des affrontements décisifs.

C'est une leçon pour le prolétariat allemand. Face à l'offensive capitaliste, le prolétariat n'a pas d'"amis" sur qui compter : gauchistes en quête de fronts uniques anti-fascistes, syndicalistes de gauche, socialistes "de gauche" ; il n'a que son arme de classe : la grève, seule riposte à cette offensive économique et politique de la

classe bourgeoise. De plus en plus, avec le surgissement des grèves de masse dans les grands centres industriels, tombera le mythe cultivé par tous les idéologues bourgeois, de Marcuse aux gauchistes, que le prolétariat est "intégré" au capitalisme.

Certes, le prolétariat allemand combat aujourd'hui dans des circonstances difficiles. Ce n'est pas lui qui, dans la grève des dockers (la première depuis 1887, selon la presse) a eu l'initiative ; il n'a pas déclenché de grève sauvage spontanée, il n'a pas brisé l'encadrement syndical. Ce sont les syndicats des dockers qui préventivement ont décidé la grève. Cette "initiative" des syndicats n'est pas un signe de la "combativité" de ces organismes, un signe que la pression des ouvriers "insufflerait" un contenu de classe à l'intérieur de ces organes capitalistes. Ce radicalisme apparent sur lequel s'extasiaient les gauchistes-grands redresseurs d'organisations ca-

pitalistes- est d'une part la preuve que le capital ne peut aujourd'hui se contenter d'affronter brutalement une classe ouvrière aussi concentrée ; il s'agit d'autre part de maintenir les illusions que peuvent avoir encore les ouvriers derrière le masque du "syndicalisme combatif". Un tel "radicalisme" s'inscrit en fait dans l'entreprise capitaliste de démobiler un mouvement futur, que la réduction du niveau de vie prolétarien ces dernières années rend inévitable.

Mais la marge du "radicalisme" syndical devient toujours plus étroite. En proposant aux dockers de reprendre le travail en obtenant à peine plus que ce que proposait le patronat, ils se sont heurtés au refus de 58% des ouvriers d'accepter l'accord conclu présenté comme une "victoire". Aujourd'hui, les dockers ont repris le travail sans avoir obtenu grand-chose. Déjà le syndicat allemand DGB se prépare à "planifier" des grèves d'avertissement dans les secteurs chauds du prolétariat en RFA : métallos de Rhénanie-Westphalie.

Une fois de plus les héritiers de Noske vont essayer d'atomiser la combativité du prolétariat qui ressurgit timidement sur la scène de l'histoire au coeur de l'Europe industrialisée.

Les révolutionnaires savent les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat ouest-allemand dans sa lutte. Ils savent la force du capital allemand, de sa social-démocratie et de ses syndicats. Les poids des illusions pèsent encore sur le cerveau des ouvriers qui connaissent les premiers effets tangibles d'une crise qui jusqu'à maintenant avait relativement épargné l'ilôt de "prospérité" allemande.

Mais les révolutionnaires décèlent aussi dans ces luttes actuelles, même dévoyées, les premiers symptômes d'un mouvement plus vaste du prolétariat allemand. Le spectre de la lutte de classe frappe de plus en plus aux portes de l'Allemagne que la "démocratie" blindée du SPD et de la DGB pourra de moins en moins contenir. Ch.

ETHIOPIE.SOMALIE

(suite de la page 1)

et "d'ennemis de la révolution marxiste éthiopienne".

Ainsi, l'atroce répression étatique se colore du nom de "terreur rouge", la police devient "milice révolutionnaire" et à une "Ethiopie rouge", il faut bien une "armée rouge" et le tour est joué. Mais ce qu'il y a de rouge dans cette Ethiopie, ce n'est point le symbole prolétarien mais la réalité d'un pays à feu et à sang.

Face à cela, la propagande occidentale a beau jeu de stigmatiser les horreurs d'une "révolution". La propagande américaine avec son "public relation" "Amnesty International" peut marteler par tous les médias les atrocités de la répression à Addis-Abeba. Il n'y a même pas besoin d'inventer car la réalité est déjà suffisamment terrible. Cela montre bien la force de la propagande idéologique américaine, qui à coup de Watergate, de sourires cartésiens et de beaucoup de dollars a réussi à retourner la situation en faisant oublier sa triste image de marque issue de la guerre au Vietnam pour apparaître aujourd'hui comme le défenseur intransigeant de la "démocratie" et de la "paix".

Pourtant, la répression en Ethiopie ne le cède en rien à celle du Cambodge, aujourd'hui dans le bloc occidental, et est bien comparable à celles qui frappent les populations en Amérique Latine ou en Iran. Mais voilà, les impérialismes dominants du bloc occidental peuvent se permettre à la fois de critiquer les actions non-démocratiques de leurs vassaux et de soutenir d'un autre côté les régimes en place. C'est là un aspect de sa force, ce qui se manifeste aussi par sa capacité à baser toute sa propagande sur sa volonté de paix tout en préparant aussi activement que son rival la guerre.

L'attitude des capitalistes dominants du bloc occidental est particulièrement nette à cet égard : refus de livrer des armes à la Somalie, critique des thèses annexionnistes de celle-ci vis-à-vis de l'Ogaden, mais en même temps, c'est tout un armement sophistiqué qui parvient au régime de Syad Barre par l'intermédiaire de l'Iran, l'Arabie Saoudite et l'Egypte. Alors que l'impérialisme américain prétend garder les mains propres, et dénonce l'intervention directe russo-cubaine en Ethiopie, du côté somalien affluent des chars français, des hélicoptères italiens, des missiles anti-chars américains, anglais et germano-français, ainsi que des soldats arabes par l'intermédiaire des alliés voisins.

On ne pourrait comprendre le relatif piétinement de la contre-offensive

éthiopienne, si l'on se fiait simplement à la propagande occidentale qui montre David et Goliath avec l'Ethiopie surarmée par les russes et la "pauvre" Somalie, laissée à son sort par l'Occident qui voudrait faire la "paix", et refuserait tout engagement dans ce conflit local. En fait, l'effort militaire occidental envers la Somalie est comparable à celui du bloc adverse envers l'Ethiopie, même si, dans le premier cas, l'armement fourni est taxé de "défensif", et dans le second d'"offensif" c'est pour le besoin de la cause. Présenter la Somalie comme un petit pays sans défense face à l'ogre éthiopien et qui de surcroît appelle au secours par l'intermédiaire de son président Syad Barre qui critique la "passivité occidentale", c'est se préserver et préparer la possibilité d'une intervention plus large et plus directe pour demain si la nécessité s'en impose. La meilleure manière de justifier un mauvais coup, c'est encore de dire que c'est l'autre qui a commencé.

Cependant, alors que le bloc russe a essentiellement des arguments militaires, ce qui exprime le manque de force convaincante de ses arguments économiques qui ne font pas le poids face à ceux de l'occident, le bloc américain peut jouer sur les deux tableaux, militaire et diplomatique (économique). En maintenant la pression militaire en Erythrée et en Ogaden et en ouvrant des

discussions avec le régime éthiopien, en envoyant un délégué du département d'Etat chargé de réouvrir les relations diplomatiques avec Addis-Abeba, et en utilisant le président Nemeiry du Soudan comme intermédiaire, le bloc occidental se ménage deux portes de sortie face à la percée éthiopienne de son rival russe.

Localement, rien ne vient freiner la fringale sanguinaire d'un conflit qui sert, par-delà l'enjeu immédiat, de répétition et de champ de manoeuvre aux deux blocs impérialistes. Mais indépendamment de l'aspect localisé de l'affrontement, c'est au niveau mondial que chaque bloc utilise ses ressources pour mieux affronter l'adversaire non seulement par l'intervention directe de soldats cubains du "bout du monde", et l'envoi de matériel militaire provenant des quatre coins du monde, mais aussi par la mise en place de toute une propagande qui est déjà la base, au niveau mondial, pour préparer encore d'autres conflits.

De la capacité à mettre en place cette propagande mensongère au niveau mondial, de faire croire à la "justesse" de la guerre, dépend l'issue de tous les conflits locaux et de l'alternative qui se pose à l'humanité :

GUERRE IMPERIALISTE OU REVOLUTION PROLETARIENNE.

J.J.

DE L'AFRIQUE A L'ASIE: LA MÊME GUERRE

• Le mois dernier, nous soulignons le caractère impérialiste du nouveau conflit qui oppose le Cambodge et le Vietnam, dénonçant les illusions entretenues par la gauche et les gauchistes sur les prétendues "lutttes révolutionnaires de libération nationale" ayant lieu dans les pays sous développés (cf. article : "A la recherche d'une révolution nationale sans nationalisme").

Depuis, les combats n'ont pas cessé et les justifications continuent de pleuvoir : devant l'impossibilité de défendre le caractère de "lutte de libération" de cette guerre entre deux nations "libérées", le désarroi a fait place à un nouvel alibi idéologique : selon la gauche et les gauchistes, le Vietnam devient un pays victime de "l'impérialisme et de la réaction internationale" ("L'Humanité") : lui qui ne fait que multiplier ses appels à la paix, ne recevrait en rançon de son "pacifisme" oue mitraille de la part du sauvage agresseur cambodgien, soutenu par les USA (c'est sans nul doute ce qui explique qu'il soit contraint aujourd'hui de prendre l'offensive...). Le camp est choisi, la raison en est vite trouvée : Vietnam est le plus solide bastion du bloc russe en Asie du Sud-Est, de ce bloc que la gauche nous a habitués de longue date à soutenir, pendant qu'elle mène grand battage contre "l'impérialisme" ... du bloc adverse.

Le Cambodge, lui, acculé comme le Vietnam à une situation qui n'est plus qualifiable de crise mais de barbarie sans limite, soutient ses propres intérêts impérialistes, essayant d'étendre ses territoires aux terres fertiles du Mékong, sous justification de reprendre des terres enlevées par les puissances coloniales, et renvoyant la balle au Vietnam pour la terreur qui y règne. Là encore, d'autres intérêts sont en jeu : en premier lieu, ceux de la Chine, pour qui il importe d'affaiblir son trop puissant voisin russe, par l'inter-

médiaire de cette forteresse militaire qui jointe son territoire au sud : le Vietnam. De l'intensification accélérée de la priorité donnée à l'armée en Chine aux tournées "diplomatiques" entreprises ces derniers temps, les préparatifs vont bon train : Birmanie, Népal, Bangladesh, Philippines, Thaïlande, et même renouement des relations diplomatiques avec l'Inde, ennemi d'hier pas depuis peu dans le bloc occidental, la Chine ne se limite pas au soutien du Cambodge pour s'assurer une position de force en Asie.

Derrière les accusations réciproques d'agression, derrière les intérêts également impérialistes qui opposent les deux pays, derrière ce conflit d'intérêts dans lequel prolétariat et paysannerie

n'ont rien à gagner et tout à perdre, se profilent ainsi des intérêts autrement plus puissants, qui entraînent une logique infernale à laquelle le prolétariat ne saurait rester indifférent : le bloc américain, par Chine interposée, consolide ses positions, allant même jusqu'à rogner sur un des seuls bastions restant à l'URSS dans cette région. Si, dans ce conflit, les USA sont pour l'instant restés muets, c'est que la Chine suffit pour le moment à défendre leurs intérêts, d'autant qu'il vaut mieux qu'une autre nation s'implique dans la défense du régime cambodgien, qui correspond mal à l'alibi idéologique des "droits de l'homme". Quant à l'URSS, il est vital pour elle de conserver la base stratégique vietnamienne, et bien

qu'ayant à mener de front les assauts en Afrique et en Asie, il n'est pas question qu'elle cède du terrain.

Ainsi, pendant que l'Afrique se transforme en un gigantesque terrain d'affrontements entre blocs, où très peu de pays sont encore épargnés, c'est au tour de l'Asie, après une période très brève d'accalmie, de s'enflammer. Depuis 50 ans, les canons ne se sont jamais tus dans le monde. Ces derniers temps, nous assistons à un phénomène de "piston" : un conflit s'arrêtait à un endroit, un autre se rallumait ailleurs. Aujourd'hui, c'est sur plusieurs fronts que se mène le combat, préfigurant une généralisation des tensions impérialistes à l'échelle mondiale.

D.T.

R. CI. : une incohérence de plus

• La LCR, ce chantre capitaliste des luttes de libération nationale avait du moins l'héroïsme de son ignominie : sur l'empoignade meurtrière des deux frères de la "révolution" indochinoise, elle a versé des larmes tant amères que ridicules. Le PCI, avec toute sa trop subtile dialectique de la double révolution, des révolutions "par le bas" (entendre : le prolétariat, au mieux, ou "peuple de couleur", au plus vague) et du facteur objectif que représentent les révolutions nationale-bourgeoises (sic) dans les "aires" arriérées du capitalisme, le PCI a, lui, bien trop de morgue pour laisser paraître dans les colonnes du Prolétaire la gêne où ce conflit le place. De ce manque de "soutien" patent, que traduit l'action de l'armée vietnamienne, aux "formes les plus extrêmes de la lutte au Kampuchea" et à la "terreur révolutionnaire" du PC khmère, le PCI, pour reprendre le compliment même qu'il adressait en 1976 à la LCR (Prolétaire n° 225) "s'en lave complètement les mains". Avec une belle hauteur "programmiste", il passe sous le boiseau les lauriers qu'il tressait naguère pour louer l'oeuvre "radicale", les "bouleversements économiques, politiques et sociaux" entrepris, dans l'horreur décadente et la barbarie

capitaliste que nos lecteurs savent (RI n° 30), par la bourgeoisie cambodgienne sous l'égide de son PC, et il célèbre maintenant (Prolétaire n° 259) l'avènement d'une "nouvelle puissance" (en caractères gras dans le texte, SVP), le Vietnam, à laquelle il va jusqu'à attribuer un rôle comparable, pour l'Indochine, à celui que joua la Prusse au XIXème siècle en Europe germanique.

Jusqu'à quelles aberrations mène l'obnubilisation "invariantiste" ! Une fois de plus, les bordiguistes refoulent tout ce que le marxisme a produit de vivant bien après 1848 et surtout bradent les leçons essentielles que les communistes, dont la Gauche Italienne, surent tirer de l'occurrence de la première guerre mondiale impérialiste et de la vague révolutionnaire qui lui a mis fin, notamment ces deux grands points : l'ère des révolutions bourgeoises s'est achevée ; la mondialisation du marché veut dire l'impossibilité d'apparition de nouvelles puissances capitalistes, non seulement en Europe, mais en Asie et en Afrique.

Implicitement d'ailleurs, le PCI reconnaît l'inanité de sa vision de la "révolution" indochinoise puisqu'il place le conflit actuel dans le cadre exact des rivalités impéria-

listes majeures russo-chinoises, avec le Cambodge dans le camp chinois et le Vietnam dans le camp russe. Et, réellement, cette guerre en Asie traduit les attermolements de l'Impérialisme mondial (voir article ci-contre) dont le prolétariat est partout la première victime. Le PCI qui, à l'égard de ce dernier, se sent des devoirs se rend-il compte qu'avec toute sa gymnastique nationale-bourgeoise et sa façon de présenter le Vietnam, comme le meilleur agent de la réunification indochinoise considérée comme un "facteur objectif", il se fait objectivement le défenseur des Etats pro-russes, apparentant sa position à celle des trotskystes pour lesquels l'impérialisme russe est plus progressiste*.

Il semblerait d'ailleurs que le PCI se soit rendu compte de son ambiguïté puisque, dans le Prolétaire n°260, à propos du conflit somalo-éthiopien, il écrit fort justement : "Quant au prolétariat, s'il veut rapprocher l'heure du règlement de compte avec son ennemi de classe, il doit refuser d'entrer aussi bien dans un camp que dans l'autre". La question se pose : est-ce que, pour le PCI, ce qui est valable pour l'aire africaine ne l'est pas pour l'aire indochinoise? *

Mx

ESPAGNE

lectives, aux règlements... c'est à dire qu'ils contribueront avec les chefs d'entreprise à l'exploitation du capital.

Quant au principe de négociations pour les conventions collectives, ou tout autre type de négociation, nous savons par expérience que cela aboutit toujours à LEURER les travailleurs : les revendications sont "négociées", c'est à dire amoindries ; on nous fait renoncer aux augmentations de salaire exigées précédemment en échange de miettes. En outre, le pacte de la Moncloa nous soumet à une baisse constante de salaire, à une augmentation de l'IRTP (impôt sur le revenu), nous met à la merci de licenciements ("mobilité de la main d'oeuvre au sein des entreprises").

Les comités d'entreprise ne sont pas un instrument des travailleurs contre les patrons, mais au contraire un instrument de l'Etat capitaliste contre les travailleurs. Même le plus honnête de nos camarades, s'il en faisait partie, serait en leur sein un prisonnier, un otage du capital et de son Etat!

Ceci est démontré par l'expérience internationale de notre classe. En France, par le biais des comités d'entreprise "élus démocratiquement" tous les deux ans, la bourgeoisie a créé des institutions mystificatrices qui divisent les travailleurs. La même chose est arrivée en Italie avec les "conseils d'usine" et en Grande-Bretagne avec les "shop stewards". Sous la couverture de "démocratie ouvrière" et de "participation des travailleurs", la bourgeoisie a réussi à cacher • un piège anti-ouvrier.

Pour défendre nos intérêts, nous n'avons que (comme le prouve l'expérience de tant de luttes en Espagne, comme dans le monde entier) notre lutte autonome de classe en dehors des institutions de l'Etat capitaliste et contre lui ; ce n'est que par l'extension de nos luttes en dehors du cadre étroit de l'entreprise, par notre union en tant que classe et par notre solidarité que nous pourrions lutter contre le chômage, les baisses de salaire, la hausse des prix, la surexploitation, la misère où nous plonge le capitalisme en crise ; ce n'est que comme ça que nous pourrions aller vers la véritable solution de nos problèmes : la destruction du capitalisme et la construction du COMMUNISME DANS LE MONDE ENTIER.

tract d'"Accion Proletaria", section du CCI. en Espagne.

• Edifiant épisode que, dans l'île de Chypre déjà ravagée depuis des années par les forfaits de clans nationalistes, cette démonstration de force de l'Egypte pour tenter de réaffirmer son leadership sur l'ensemble des Etats arabes ralliés au bloc occidental et cette opération de commando ratée! Edifiant épisode des événements sanglants qui ne cessent de secouer le Proche-Orient, un des foyers qui alimentent de façon permanente la barbarie capitaliste!

Cette "opération" survenait après un scénario qui donne une impression de déjà vécu maintes fois de par le monde : l'assassinat par deux nationalistes palestiniens du directeur (ancien ministre) du très officiel journal "Al Ahram", lors de la conférence de "l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques" -une des organisations patronnées par les USA pour assurer le resserrement des intérêts de son bloc au Moyen-Orient ; puis la prise d'otages de plusieurs membres de la conférence. D'aéroport en aéroport, personne, jusqu'aux Etats les plus engagés aux côtés de l'URSS (Ethiopie,

Libye), ne veut s'embarrasser de recevoir les terroristes ; et l'avion, après avoir fait le plein, retourne à Chypre. C'est alors que l'Egypte dépêche un commando "de choc" à Larnaca. Las, l'exploit est moins glorieux que celui d'Israël en Ouganda ou de la RFA en Somalie ! Le gouvernement chypriote, ayant entamé les négociations avec les terroristes, s'oppose au coup de force du commando. La garde nationale de l'île intervient, appuyée, selon certains des témoignages, par un autre commando, palestinien celui-là, qui escomptait donner l'assaut aux terroristes pour son propre compte -15 membres du commando Egyptien sont tués, il y a une vingtaine de blessés.

C'est sur un double plan qu'interviennent les conséquences de ces faits : au niveau des rapports impérialistes, pour assister, d'une part à un raidissement de l'attitude de l'Egypte par rapport aux palestiniens (manifestations anti-palestiniennes organisées au Caire, "responsabilité du massacre qui rejailit", selon la presse égyptienne, "sur l'ensemble de la cause palestinienne"), d'autre part,

les dissensions entre les différentes fractions palestiniennes apparaissent de plus en plus nettes (qu'il soit intervenu ou non à Chypre contre le commando égyptien, l'envoi d'un commando palestinien a bel et bien été proposé par l'OLP contre les terroristes.)

Ainsi, si les loups se dévorent entre eux, de même les fractions de la bourgeoisie s'entredéchirent à belles dents au nom, cette fois, de la "même cause".

Par ailleurs, dans ses éclaboussures, "l'opération Larnaca" fait tomber la vieille peau de la "croisade anti-terroriste" : l'alibi humaniste de la "libération des otages", pour révéler crûment le seul sens qu'a cette "croisade" pour chaque bourgeoisie nationale aujourd'hui : tester l'appareil répressif de l'Etat -ainsi que l'exposait un dirigeant nationaliste égyptien : "Les déboires sanglants des égyptiens à Larnaca sont infiniment navrants sur le plan humain, mais sur le plan international, ils ne peuvent qu'améliorer l'image de l'Egypte et faire d'elle un champion, même malheureux, de la lutte anti-terroriste dans le monde".

Y.D.

TCHAD

LA GUERRE N'A PAS DE PATRIE

• Parti au Tchad pour "voir autre chose", l'étudiant capturé par le Front nat comme otage de guerre a été servi.

On part se chercher son coin de paradis, son coin de verdure où "prendre son pied" tranquille à l'abri de la fureur du monde, si ce n'est carrément avec l'espoir de trouver d'autres rapports plus "chouettes" chez une quelconque tribu zoulou ou toubou non "aliénée" par le travail salarié, l'industrie et le progrès étant conçus comme origine de tous les maux. Et l'on tombe sur un coin d'enfer. La guerre menace en tous les points du globe, les tribus sont armées jusqu'aux dents d'un matériel

sophistiqué. De quoi déchanter.

L'actualité se charge à sa façon de rappeler qu'il n'existe pas d'espace neutre quand le théâtre des opérations de guerre impérialiste a pour scène le monde entier. Au Tchad, comme dans n'importe quel pays où éclate un conflit, c'est le même scénario qui se déroule ; les deux puissances, américaine et russe, s'affrontent par impérialismes interposés, chaque pays ayant à son niveau ses prétentions à réaliser. La France amoncelle un arsenal de guerre sous couvert d'accord de coopération pour défendre le coton qu'elle pille au Tchad. La Libye, sous couvert de lut-

tes de libération nationale, arme des tribus de toutes pièces grâce à la Russie pour s'approprier un morceau de territoire.

Système de production unifié au niveau mondial et atteignant, par la même, ses limites, le capitalisme règle les rapports sociaux à tous les niveaux dans les pays industrialisés comme dans les plus "arriérés" et impose la guerre à chaque nation, comme unique moyen de se tailler sa part sur un marché devenu si étroit que la moindre parcelle de désert, de mer ou d'air, se transforme en enjeu stratégique ou économique.

G.

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

COMMENT LA SEULE PERSPECTIVE RESTE GUERRE OU REVOLUTION

A la dernière réunion publique qui s'est tenue à Paris le mois dernier, nous avons montré comment, au-delà des batailles électorales et des campagnes sur la "paix", au-delà des fausses solutions de la gauche et des gauchistes, la perspective qui se précisait dans le monde était bien celle de guerre ou révolution. Évaluant d'une part les avancées Impérialistes dans les différents conflits locaux où se font les préparatifs d'une guerre plus large et le renforcement de l'Etat totalitaire et policier dans le monde, évaluant d'autre part les réactions de la classe, nous devons constater que le rapport de force est pour le moment encore nettement en faveur de la bourgeoisie : en effet, si nous avons assisté dernièrement à de fortes explosions de combativité dans les pays sous-développés (Equateur, Tunisie en sont les derniers exemples), le prolétariat des métropoles reste pour l'instant encore anesthésié par les mystifications "démocratiques" bourgeoises et reprend difficilement le chemin de sa lutte.

Cependant, face à un certain pessimisme qui s'est manifesté chez les participants à cette réunion, nous avons réaffirmé que tant que le prolétariat n'aura pas été battu physiquement et idéologiquement dans des affrontements décisifs, le cours est à la révolution, à l'affrontement de classe et non à la guerre. Il faut savoir faire la différence entre une période comme celle de l'entre-deux guerres, où le prolétariat ne s'était pas encore relevé de l'écrasement sanglant de la vague révolutionnaire des années 20 et de la trahison de ses organisations, et la période actuelle, où, bien que se relevant difficilement de 50 années de contre-révolu-

tion, le prolétariat reprend ses luttes contre la dégradation de son niveau de vie et où, bien que mystifié, il est loin d'être prêt à être embrigadé dans une nouvelle boucherie impérialiste.

Une discussion s'est engagée plus particulièrement par rapport aux derniers événements en Tunisie, qui a permis de préciser les leçons à tirer de ces luttes pour le prolétariat, en particulier sur la répression exercée par le parti "socialiste" au pouvoir dans ce pays. La répression des luttes ouvrières amène inévitablement une autre violence que la répression de mouvements de couches périphériques, moins menaçantes pour le capital. La "radicalisation" de l'UGTT, syndicat unique, qui s'est opposée au gouvernement n'a fait que jeter plus de désarroi dans la classe, le syndicat utilisant la combativité ouvrière pour servir des rivalités intestines internes à la politique bourgeoise. Une remarque a été faite par un sympathisant selon laquelle les luttes en Tunisie seraient "différentes", plus violentes, vu les conditions spécifiques des pays du Tiers-Monde : il est vrai que la crise y est plus acérée, que les partis ont eu l'occasion de montrer maintes fois leur nature, et que les syndicats y sont plus visiblement des rouages de l'Etat bourgeois, des soutiens des partis en place. Mais cela n'est rien d'autre que la situation qui existe dans les pays de l'Est, et qui existera demain dans la plupart des pays industrialisés : c'est déjà le cas pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne, demain plus encore pour l'Italie, l'Espagne ou la France... Là encore, comme pour l'anarchie de la production, ou le degré de crise, les pays sous-développés montrent l'avenir qui attend demain les pays développés.

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

Revolution Internationale, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

Aix-en-Provence

Permanence : 14 mars, 18 h., au Bar-Tabac Mari, 11, cours Orbitelle.

Bordeaux

Réunions publiques : Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, à 17 h.
18 mars : "Les gauchistes, agents électoraux de la gauche et du capitalisme d'Etat".
Permanences : Librairie 33, 26, rue St James, les premiers mercredis de chaque mois de 17 h. à 19 h. et les derniers samedis de chaque mois de 16 h à 19 h.

Clermont-Ferrand

Réunion publique : Café "Le roi du Pinard", place des Salins, 1er étage, à 20 h. 30.

3 mars : "Le gauchisme".
Permanences : les 1ers et 3èmes mercredis du mois à la Faculté des Lettres.

Dijon

Réunion publique : 4 mars, à 17 h., à la MJC Maladière, rue Balzac : "Les élections contre la classe ouvrière".
Permanences : 2èmes et 4èmes jeudis du mois, de 17 h. 30 à 18 h. 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

Lyon

Réunion publique : 29 avril, à 17 h. au 3, rue Diderot, Lyon 1er : "Les tâches présentes des révolutionnaires".

Permanences : tous les 3èmes mercredis du mois de 18 h. à 20 h., 3, rue Diderot, Lyon 1er.

Marseille

Réunion publique : 3 mars, à 21 h., Salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire, Marseille : "Avec ou sans mesures de "gauche", comment l'alternative reste : Guerre mondiale ou révolution prolétarienne mondiale".
Permanences : les 2èmes et 4èmes vendredis du mois.

Mulhouse

Permanences le 2ème mercredi du mois à 17 h., "La mémoire du futur", 1, bd du Président Roosevelt.

Nantes

Réunion publique : 25 mars, à 17 h., 3, rue Amiral Duchaffault : "Bourgeoisie, prolétariat, les forces en présence après la mascarade électorale".
Permanences : tous les derniers samedis du mois, à 14 h., même adresse.

Paris

Réunion publique : 4 mars, à 17 h., 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte) : "Mobilisation électorale, démobilisation de la classe ouvrière".
Permanences : tous les samedis à 16 h. au même endroit.
Réunion publique : 15 avril, à 17 h., au 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte). La réunion aura pour thème de définir les perspectives de la situation après les élections.

Saint-Nazaire

Réunion publique : 11 mars, à 17 h., au Foyer du Travailleur.

Toulouse

Réunion publique : 24 mars, 20 h. 30, au 48, avenue de la République : "Bourgeoisie-prolétariat : les forces en présence après la mascarade électorale!"

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

PUBLICATIONS DU C.C.I.

ACCION PROLETARIA (Espagne)

Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

INTERNATIONALISM

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNACIONALISMO

BP 2
Etterbeck 4
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :

IKS
Postbus 452
Nijmegen

INTERNACIONALISMO

Apartado postal 20674
San Martín
Caracas 102
(Vénézuéla)

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469
80100 Napoli (Italie).

WORLD REVOLUTION (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit :

BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :

IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE n° 12 :

- Octobre 17, début de la révolution prolétarienne,
- La crise en URSS et dans les pays de l'Est,
- Le chemin difficile du regroupement des révolutionnaires (lettre ouverte à la Conférence d'Oslo de sept. 77),
- Quelques questions au CCI (CWO) - et quelques réponses,
- La CWO, passé, présent et futur: texte des soiseionnistes d'Aberdeen et d'Edimbourg.

VIENT DE PARAITRE :

Deux brochures en langue française :
-"MOBILISATION ELECTORALE, DEMOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIERE"
-"NATION OU CLASSE"

INTERVENTION

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

REVOLUTION INTERNATIONALE

B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

«LE BOLCHEVIK» : LES DEUX PIEDS DANS LE BOURBIER ELECTORAL

En juin dernier, paraissait dans notre journal un article consacré au "Bolchevik", groupe issu en droite ligne, à travers "l'Eveil" et le "Nouvel Eveil", de la contre-révolution stalinienne, version "maoïste". Cet article saluait l'attitude prise par ce groupe de dénonciation du caractère impérialiste de la guerre mondiale vers laquelle s'achève un nouveau capitalisme en crise, sa mise en avant du défaitisme révolutionnaire, de la révolution communiste mondiale comme unique alternative à la barbarie du capitalisme décadent, autant de positions qui témoignaient de l'effort du "Bolchevik" à se dégager de la contre-révolution. L'article cependant insistait sur deux points :

- premièrement, cette rupture d'avec le maoïsme à l'hystérie nationaliste guerrière restait partielle,

- deuxièmement, ce qui avait permis au "Bolchevik" de se dégager en partie de la contre-révolution, à savoir un retour à Lénine et aux positions de l'IC des premiers Congrès, risquait, outre le poids des habitudes prises dans la contre-révolution, de devenir une entrave à une évolution positive vers le camp prolétarien. Si le "Bolchevik", disait l'article, s'avère incapable de dépasser les limites de TIC, s'il se coupe des apports des gauches communistes d'Allemagne, de Hollande, et d'Italie, s'ils se refusent à la discussion avec les groupes révolutionnaires existant, il se condamnera à plus ou moins long terme à disparaître ou à exister contre le prolétariat.

Ceci donc, c'était il y a huit mois. Aujourd'hui, alors que toutes les fractions du capital conjuguent leurs efforts pour persuader les prolétaires que les élections en général, et celles-ci en particulier, sont une occasion et un moyen de changer leurs conditions d'existence, de mettre un terme ou d'adoucir l'exploitation; aujourd'hui, quand les rabatteurs des massacreurs du prolétariat, les gauchistes, s'évertuent de plus belle à leur présenter les élections comme un "moment de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, le bulletin de vote comme une de leurs armes contre l'Etat, l'arrivée de la gauche au gouvernement comme un MOINDRE MAL, le "Bolchevik" fait entendre sa voix. Et que chante le "Bolchevik" qui, après un débat interne, avec auto-critique et exclusions, mené dans la plus pure tradition maoïste, se propose rien moins que de "former les cadres du futur parti international dans le feu de la campagne électorale sur la place de... Lyon" (sic) ? Un chant bien connu qui a fait en son temps le succès de l'opportunisme dans l'IC puis de tous les partis de la contre-révolution depuis 50 ans. Ce chant commence ainsi : "Notre but est la destruction du parlementarisme et de l'Etat bourgeois, la dissolution de cet organe réactionnaire et son remplacement par le pouvoir des soviets en armes. Le parlement est un moulin à paroles, une scène où s'agitent les politiciens dont le seul but et la seule fonction sociale est de détourner les masses des questions politiques es-

sentielles, de la préparation de la contre-révolution".

Soit, mais ce chant continue par : "Mais les préjugés démocratiques, les illusions sur le parlementarisme entretenues par les partis de l'impérialisme (PC, PS) contaminent de larges fractions des masses exploitées. Mais les ouvriers ont confiance dans ces derniers et vote ront en masse pour ces partis". Et il se conclut ainsi : "Participons aux élections, présentons des candidats révolutionnaires, faisons du parlementarisme prolétarien et pour discréditer, déshonorer, démasquer les opportunistes, les super-traitres à la Marchais, là où il n'y a pas de candidat "Bolchevik", soutenons-les pour qu'ils arrivent plus tôt au gouvernement afin d'y prouver leur trahison complète aux yeux de tous" (termes propres du "Bolchevik", n°25). Que ce chant vienne confirmer nos prévisions quant à "Tévolution" possible du "Bolchevik", qu'il soit le même à quelques formulations près, des

"Dans un Etat qui porte tous les symptômes de la période de décadence du capitalisme, la participation au parlementarisme appartient aux méthodes réformistes et opportunistes. Exhorter, dans une telle période, le prolétariat à participer aux élections au parlement, cela signifie réveiller et nourrir chez lui l'illusion dangereuse que la crise pourrait être dépassée par des moyens parle-

mentalisme dans la période de décadence, le prolétariat et les révolutionnaires se devaient de rompre avec le parlementarisme de la social-démocratie, qui, par sa participation à la première bou cherie impérialiste, avait révélé sa faillite. Ce fut d'avoir affirmé avec force que seuls étaient révolutionnaires ceux qui subordonnaient leur activité politique dans la classe à la destruction des illusions démocratiques entretenues par les partis "social-traitres", ceux qui se donnaient pour but de détruire l'Etat bourgeois et son parlement "devenus de véritables moulins à paroles" et de le remplacer par "la dictature des soviets ouvriers en armes".

Cependant, en même temps qu'elle reconnaissait, à la suite de Lénine, que "le centre de gravité politique s'était définitivement retiré du Parlement" (plateforme de l'IC), en même temps, qu'elle reconnaissait que le parlement

mentaires ; c'est appliquer un moyen utilisé autrefois par le prolétariat dans sa lutte de classe, alors que l'on est dans une situation où seuls les moyens de lutte de classe prolétariens, appliqués de manière résolue et sans ménagements, peuvent avoir une efficacité décisive".

(Programme du KAPD 1920)

Laguiller et autres Krivine n'est pas surprenant.

Sans reprendre ici la dénonciation du caractère contre-révolutionnaire de l'attitude qui consiste à apporter un soutien quelconque à des partis qui ont depuis longtemps fait la preuve de leur nature bourgeoise (cf. RI n° 10), il est utile de souligner comment, en reprenant à son compte une des positions défendues par Lénine et l'Internationale Communiste, 50 ans après, sans la soumettre à l'épreuve de l'histoire, sans l'aide de la méthode marxiste, le "Bolchevik" est amené aujourd'hui à apporter sa pierre à l'édifice capitaliste.

L'I.C.

et la question parlementaire

L'un des apports fondamentaux de l'IC et du parti bolchevik en son sein, mis en avant dès son Congrès de constitution, fut de reconnaître qu'avec "LA GRANDE GUERRE IMPERIALISTE MONDIALE", s'ouvrirait "une nouvelle époque, époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur, époque de la révolution communiste du prolétariat mondial" (Plateforme de TIC). Ce fut également d'avoir affirmé sur la base d'expérience de la révolution d'Octobre en Russie, qu'avec l'entrée du ca-

pitisme plus, pour l'essentiel, qu'une fonction de mystification des masses exploitées, l'Internationale Communiste, dès 1919, préconisait un "travail parlementaire révolutionnaire". Non pas, certes, la caricature lyonnaise bouffonne qu'en offre le "Bolchevik" aujourd'hui, mais, du moins dans ses premières formulations, compris comme une action offensive devant apporter, de l'intérieur du parlement, un appui à l'action décisive de destruction de l'Etat menée de l'extérieur par le prolétariat insurgé.

A l'appui de cette orientation, la majorité de TIC invoquait le travail effectué dans le passé par la fraction bolchevik à la Douma d'Empire, l'attitude prise par les éléments révolutionnaires de la social-démocratie, qui, tels Rühle et Liebknecht avaient appelé au défaitisme révolutionnaire du haut de la tribune parlementaire, oubliant que, pour quelques discours de la sorte, pour un ou deux Liebknecht, c'était la corruption d'une partie importante du mouvement ouvrier que la classe ouvrière avait laissée en tribut au parlementarisme. Contre cette position, ceux qui allaient devenir les Gauches de Hollande, d'Allemagne et d'Italie affirmaient que ce parlementarisme là laissait la porte ouverte à l'opportunisme, que, loin de favoriser dans les pays capitalistes développés la rupture des

ouvriers d'avec les "réformistes" et les "centristes", loin de permettre le combat contre les illusions sur la démocratie bourgeoise, ce retour au parlementarisme renforçait l'emprise de ces partis sur la classe, renforçait les illusions. Ou encore, que, pour mener à bien sa tâche historique de destruction de l'Etat bourgeois, qui exige le recours à l'action directe de masse, le parlementarisme ne pouvait qu'encourager le prolétariat à la passivité. Que les Gauches, tout comme le reste de TIC, aient abordé la question parlementaire le plus souvent en termes de tactique, dont la solution serait dépendante de situations et facteurs contingents montre à quel point, projetés dans l'histoire au seuil d'une période historique nouvelle, les révolutionnaires avalent du mal à tirer jusqu'au bout les leçons pour la lutte révolutionnaire. Bien que, déjà, chez Pannekoek, ou dans le KAPD, Ton puisse voir des avancées décisives dans ce sens (cf. encart sur le KAPD).

Rompre, à l'époque, avec une pratique qui avait, malgré les dangers déjà mis en évidence par Marx ("crétinisme parlementaire"), constitué, à l'époque d'expansion du capitalisme où la lutte pour les réformes était possible, un moyen d'éveiller à la politique une grande partie des prolétaires, de les mobiliser pour appuyer la mise en place de réformes concernant leurs conditions d'existence en jouant notamment sur les antagonismes d'intérêts qui s'exprimaient au parlement, n'était pas chose facile. Ne pas voir d'emblée que, de moyen de mobilisation de la classe, le parlementarisme s'était transformé en puissant moyen de démobilitation de la classe et conserver des illusions à son égard constituait alors une erreur lourde de danger. Mais, lorsque 50 ans après, on ignore délibérément le travail d'approfondissement politique fourni par la Gauche Italienne, notamment à travers "Bilan", "Internationalisme", repris par les groupes révolutionnaires surgis à la fin des années 60, on finit par retourner aux erreurs de TIC et de Lénine. Lorsque Ton dispose du bilan du parlementarisme révolutionnaire de la IIIème Internationale qui n'a pu fournir aucun Liebknecht, mais a oeuvré puissamment à la dégénérescence et à la mort de l'IC, a contribué à amener au massacre des milliers de prolétaires prisonniers de leurs illusions sur la démocratie bourgeoise, alors, dans le meilleur des cas, on capitule sans combattre, dans le pire, on oeuvre comme agent du capital contre le prolétariat.

L.L.



REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disants "partis ouvriers" "partis communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "lutes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.